



NATO PARLIAMENTARY ASSEMBLY
ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE DE L'OTAN

COMMISSION POLITIQUE (PC)

SOUS-COMMISSION SUR LES PARTENARIATS DE L'OTAN (PCNP)

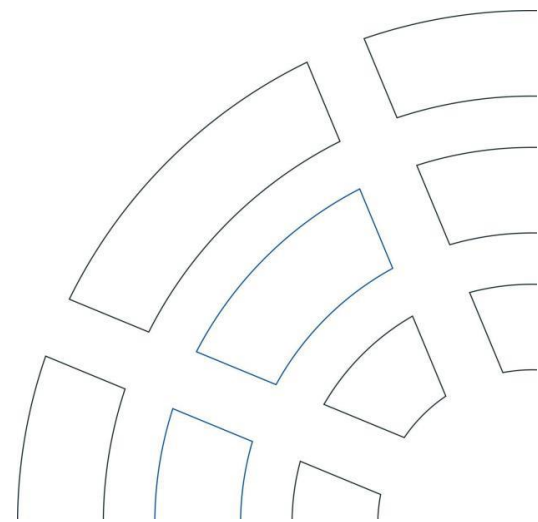
AVANT-PROJET

L'OTAN ET LE SUD MONDIAL

Avant-projet de rapport
Audronius AŽUBALIS (Lituanie)
Rapporteur

055 PCNP 24 F – Original : anglais – 25 mars 2024

Fondée en 1955, l'Assemblée parlementaire de l'OTAN est une organisation interparlementaire consultative, qui est institutionnellement distincte de l'OTAN. Tant qu'il n'est pas adopté par les membres de la commission, le présent document de travail représente exclusivement le point de vue de son rapporteur. Il est basé sur des informations provenant de sources accessibles au public ou de réunions tenues dans le cadre de l'AP-OTAN - lesquelles sont toutes non classifiées.



Dans le paysage en mutation du XXI^e siècle, le Sud mondial apparaît comme un acteur investi d'un rôle charnière et doté d'une influence considérable sur la dynamique de notre monde interconnecté. Les réactions contrastées à travers le monde, face à l'invasion totale, illégale et brutale de l'Ukraine par la Russie en 2022, ont pulvérisé une conception binaire et solidement implantée de la politique internationale. Du point de vue de l'OTAN, reconnaître l'importance du Sud mondial ne relève pas seulement d'une prise de conscience géopolitique : il s'agit aussi d'un impératif stratégique car des acteurs malveillants, comme la Chine ou la Russie, s'y disputent l'hégémonie.

Le présent avant-projet de rapport traite du poids toujours plus grand exercé par les pays du Sud mondial sur la scène internationale, notamment dans le prolongement de la guerre menée par la Russie en Ukraine, et il évalue l'efficacité des efforts déployés par les puissances mondiales pour rallier ces pays sur le plan géopolitique. Il procède également à une analyse des mesures prises par l'OTAN pour s'engager dans cette vaste région.

Le rapporteur préconise ici une approche lucide, fondée notamment sur une coopération pragmatique, visant à valoriser les pays qui choisissent de se ranger du côté de la communauté euro-atlantique autour de questions internationales, telles que le soutien à l'Ukraine, à leur rappeler que l'Occident demeure le partenaire le plus attractif pour n'importe quel pays en quête de développement économique et de sécurité, à réfuter les discours autoritaires tenus par la Chine et la Russie, à redoubler d'efforts en direction de l'Inde et à renforcer les mécanismes déjà à disposition de l'OTAN pour interagir avec le Sud mondial.

I.	INTRODUCTION	1
II.	DÉFINITION DU SUD MONDIAL.....	1
III.	LE SUD MONDIAL, NOUVEAU CENTRE DE GRAVITÉ GÉOPOLITIQUE ?.....	2
IV.	SUD MONDIAL ET CONCURRENCE ENTRE GRANDES PUISSANCES.....	5
V.	STRATÉGIE DE L'OTAN À L'ÉGARD DU SUD MONDIAL.....	11
VI.	CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE.....	14
	BIBLIOGRAPHIE	17

I. INTRODUCTION

1. Dans le paysage en mutation du XXI^e siècle, le Sud mondial apparaît comme un acteur investi d'un rôle charnière, doté d'une influence considérable sur les dynamiques de notre monde interconnecté. Les termes « Sud mondial » englobent une grande diversité de pays qui se situent pour la plupart en Amérique latine, en Afrique, en Asie et en Océanie et qui, collectivement, contribuent à enrichir la mosaïque politique, économique et culturelle de la planète. Si l'expression a pu être critiquée pour son incohérence conceptuelle et pour l'hétérogénéité des pays qu'elle amalgame, elle n'en est pas moins devenue, ces dernières années, un mot en vogue dans le vocabulaire de la politique mondiale.

2. Dans l'optique de l'OTAN, reconnaître l'importance du Sud mondial ne relève pas seulement d'une prise de conscience géopolitique : il s'agit aussi d'un impératif stratégique. Les problèmes qui accablent les pays concernés – pauvreté, changement climatique, conflits régionaux – sont intrinsèquement liés à la sécurité mondiale et, par conséquent, à celle de la communauté euro-atlantique. Interagir avec le Sud mondial permet à l'OTAN d'élargir sa vision des choses et de se montrer plus efficace face aux menaces sécuritaires contemporaines. Faute d'une telle interaction, la voie serait libre pour des acteurs malveillants comme la Chine ou la Russie, qui se disputent le titre de chef du Sud mondial. Les réactions mêlées de la communauté mondiale à l'invasion totale, illégale et brutale de l'Ukraine par la Russie en 2022 ont pulvérisé une conception binaire – jusque-là solidement implantée – de la politique internationale : les pays du Sud mondial ont vraisemblablement démontré leur capacité et même manifesté leur volonté de se placer sur un pied d'égalité avec les grandes puissances traditionnelles. Nombre d'entre eux se sont cantonnés dans une politique de réduction des risques, entre le « Nord mondial » et l'axe formé par les puissances autoritaires qui contestent l'ordre mondial fondé sur des règles.

3. Le présent avant-projet de rapport veut étudier le poids croissant des pays du Sud mondial sur la scène internationale, notamment dans le prolongement de la guerre russe contre l'Ukraine, évaluer l'efficacité des efforts déployés par les puissances mondiales pour faire de ces pays leurs alliés géopolitiques et, enfin, analyser les mesures prises par l'OTAN pour interagir avec cette vaste région. Il contient à l'intention des décideurs occidentaux plusieurs recommandations destinées à privilégier dans les rapports avec le Sud mondial l'inclusivité, la compréhension mutuelle et la création de partenariats plus forts – non seulement à des fins géopolitiques, mais aussi pour épauler les pays en développement dans la concrétisation de leurs aspirations légitimes et atteler leur énorme potentiel à la consolidation d'un ordre mondial fondé sur des règles.

II. DÉFINITION DU SUD MONDIAL

4. Définir les pays appartenant au Sud mondial est une tâche tout en nuances. Elle est fonction de multiples critères et conduit à diverses classifications. Parmi ces critères, on peut trouver aussi bien un passé de pays colonisé qu'un produit intérieur brut (PIB) par habitant supérieur à 15 000 dollars (Schwab, 2016). Ainsi, l'expression « Sud mondial » désigne généralement des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie et d'Océanie et exclut des pays à revenu élevé de ces mêmes zones, tels que l'Australie, la Corée du Sud, Israël, le Japon ou la Nouvelle-Zélande (Mignolo, 2011).

5. Forcée en 1969 par le militant Carl Oglesby, l'expression est apparue pendant la guerre du Viêtnam, symbolisant la domination historique de l'hémisphère Nord sur le Sud mondial (Oglesby, 1969). Toutefois, son utilisation a grimpé en flèche après la parution en 1980 du rapport d'une commission internationale présidée par l'ancien chancelier ouest-allemand Willy Brandt. Dans ce document au retentissement considérable, le Sud mondial désignait la zone localisée au sud d'une ligne de démarcation imaginaire – dite « ligne Brandt » – partant du Río Grande et traversant le golfe du Mexique, l'océan Atlantique, la Méditerranée et de vastes étendues de l'Asie centrale pour se terminer dans l'océan Pacifique (Patrick et Huggins, 2023).

6. En tant que concept, le Sud mondial trouve son origine dans le Mouvement des non-alignés, officiellement fondé en 1956, dont les membres refusent de choisir leur camp dans le système bipolaire international. Avec le temps, l'expression est devenue un synonyme du Groupe des 77 (G77), coalition d'anciens pays colonisés et de pays en développement qui, en 1964, avaient uni leurs forces pour prôner la décolonisation, le désarmement et un nouvel ordre économique international reposant sur des relations économiques plus équitables entre pays développés et en développement. Aujourd'hui, le G77, qui réunit 134 pays, continue à s'identifier au Sud mondial. Pour répondre à leurs besoins et à leurs aspirations, l'ONU a créé diverses entités ou initiatives, parmi lesquelles un Bureau pour la coopération Sud-Sud (Patrick et Huggins, 2023).

7. Pour certains analystes, le regroupement de plus de la moitié de la population mondiale en une catégorie unique, celle du Sud mondial, est une démarche intellectuellement viciée et arbitraire, empreinte de préjugés et dépourvue de toute utilité politique, dont l'abandon ne pourrait que profiter au débat public (Beattie, 2023a). Ces analystes observent que les pays concernés présentent entre eux de trop grandes disparités économiques et politiques : par exemple, le revenu par habitant de la Malaisie mesuré en parité de pouvoir d'achat s'élève à 28 150 dollars, alors qu'il est de 3 250 dollars en Zambie ; par exemple encore, l'étude « *Freedom in the World* » publiée par Freedom House accorde au Soudan du Sud la note de 1 sur 100, contre une note de 96 sur 100 à l'Uruguay (Patrick et Huggins, 2023). D'autres constatent que beaucoup de pays du Sud mondial optent pour des projets et des allégeances géopolitiques radicalement différents et que l'expression « Sud mondial » est surtout mise en avant par des acteurs malveillants, dont la Chine, dans le but de soulever les nations non occidentales contre la prétendue hégémonie occidentale. Ils rappellent aussi qu'à la différence de la situation prévalant du temps de la Guerre froide, ces nations ne partagent plus les mêmes doctrines idéologiques et se montrent extrêmement pragmatiques dans leurs choix de politique étrangère. Les sceptiques admettent cependant que l'expression, désormais inscrite dans le vocabulaire des relations internationales et sacrée « expression de l'année 2023 » par le *Financial Times*, a encore de beaux jours devant elle (Mohan, 2023).

III. LE SUD MONDIAL, NOUVEAU CENTRE DE GRAVITÉ GÉOPOLITIQUE ?

8. Ces dernières décennies, le Sud mondial est devenu une formidable entité parcourue de profondes transformations sur le triple plan des progrès économiques, de l'évolution démographique et des capacités militaires, sans oublier son influence diplomatique. D'ici à 2030, trois des quatre plus grandes économies au monde seront, selon les prévisions, originaires du Sud mondial : il s'agit de la Chine, de l'Inde et de l'Indonésie. Aujourd'hui, la part du G7 dans l'économie mondiale n'est plus que 40 %, alors qu'elle tournait autour de 70 % au début des années 1990 : ce recul s'explique par l'expansion de l'économie chinoise, principalement, mais aussi par celle d'autres économies émergentes. Mesuré en pouvoir d'achat, le PIB combiné de l'Afrique du Sud, du Brésil, de la Chine et de l'Inde est déjà supérieur à celui des pays du G7. En 2024, une bonne partie de la croissance

économique mondiale sera vraisemblablement alimentée par le Sud mondial ; les taux de croissance de l'Inde et du Viêtnam, entre autres, devraient gagner jusqu'à 6 % (Sinha, 2024). Chez Goldman Sachs, on estime que, d'ici à 2050, la majorité des quinze plus grandes économies de la planète devraient appartenir au Sud mondial, et l'on cite à cet égard l'Égypte, le Mexique et le Nigéria (Daly et Gedeminas, 2022). De surcroît, les pays du Sud mondial disposent de l'essentiel des ressources naturelles vitales pour l'économie de la planète : ainsi, le Maroc détient 70 % des réserves mondiales de phosphate, et l'Indonésie, 22 % des réserves mondiales de nickel, tandis que la République démocratique du Congo (RDC) possède les plus grands gisements de cobalt du monde (Cohen, 2023). Il convient toutefois de noter que cette croissance n'est pas uniformément répartie entre tous les pays. De nombreux pays africains, en particulier, continuent à souffrir de la pauvreté, des inégalités, de la corruption, de la détérioration environnementale et d'insuffisances infrastructurelles.

9. Le Sud mondial connaît actuellement une révolution démographique – celle-ci est particulièrement évidente en Afrique subsaharienne, qui affiche les taux de croissance urbaine les plus élevés du monde (Banque mondiale, 1989). On prévoit un doublement du nombre d'habitants sur le continent africain d'ici à 2050 et la rapidité à laquelle la population active augmente offre une occasion unique de stimuler la croissance (Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, 2022). En Asie méridionale, une combinaison de facteurs – allongement de l'espérance de vie, baisse des taux de fécondité et faibles taux de dépendance des personnes âgées – a créé les conditions d'une « explosion démographique de la jeunesse » (Swartz et al., 2020). Cependant, la concrétisation de ce dividende démographique suppose de veiller à ce que ces jeunes soient en bonne santé et correctement nourris, fassent des études et exercent une activité rémunérée (UNFPA, 2017). En Amérique latine, la transition démographique se caractérise par un vieillissement de la population, une baisse des taux de fécondité et un allongement de l'espérance de vie. Ces transformations auront des répercussions non négligeables sur les régimes de sécurité sociale et les marchés de l'emploi dans toute la région. La population de la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) est l'une des plus jeunes du monde avec un âge médian de 22 ans, l'âge médian mondial étant de 28 ans (OCDE, 2022). Malgré tout, le chômage des jeunes reste un problème aigu pour la région (Swartz et al., 2020). Par contraste, des pays comme l'Inde ou l'Indonésie ont une population jeune, source potentielle d'une main-d'œuvre susceptible d'engendrer de la productivité économique pour autant que les possibilités lui en soient données (Organisation internationale du travail, 2022). Autre transformation démographique d'intérêt dans le Sud mondial : l'urbanisation (Randolph et Storper, 2023). Des projections montrent que, d'ici à 2025, la population urbaine du Sud mondial comptera 3,75 milliards de personnes, soit 54,3 % de l'ensemble de la population de la région (Smit, 2021).

10. La puissance militaire des pays du Sud mondial varie de l'un à l'autre. Année après année, la Chine affiche le deuxième budget militaire au monde. En 2023, ses dépenses de défense se sont montées à 1,58 billion de yuans, soit 223 milliards de dollars, et elles augmentent sans interruption depuis 29 ans ; en 2023, elles ont connu une augmentation de 7,2 % en valeur nominale. Les autorités chinoises poursuivent leur programme de modernisation militaire ; elles ont pour ambition de mettre sur pied « des forces armées de classe mondiale » d'ici à 2049, année du centenaire de la République populaire de Chine. Par exemple, elles ont récemment fait état de progrès concernant le tout nouveau porte-aéronefs Type 003 *Fujian*, qui devrait permettre la conduite d'opérations aériennes plus exhaustives. Cependant, en valeur relative, la Chine détient des ressources encore inexploitées, puisque le niveau de ses dépenses de défense demeure bien en deçà du seuil des 2 % du PIB. De son côté, si l'Inde revendique le troisième budget militaire du monde (73,6 milliards de dollars), sa valeur réelle a toutefois baissé pour la période 2023-2024. Une part démesurée en est convertie en soldes et en pensions, de sorte qu'en pratique, les forces indiennes n'en ont pas vraiment pour leur argent. Des circonstances économiques défavorables ont également obligé

l'Indonésie et la Thaïlande à réduire leurs dépenses de défense. À l'inverse, la plupart des pays de la région MOAN ont considérablement étoffé leur budget militaire ces dernières années, l'exception la plus notable étant l'Égypte. Ainsi, les dépenses de défense de l'Arabie saoudite et de l'Iran – respectivement, 69 milliards et 43 milliards de dollars – sont parmi les plus élevées au monde. En Amérique latine, le Brésil remporte le titre de première puissance militaire de la région et son budget militaire est passé, il y a peu, à près de 11 milliards de dollars. En revanche, celui de l'Argentine a diminué à la suite de difficultés économiques, rompant avec la tendance à la hausse observée dans la majorité des pays du sous-continent. En 2023, l'Afrique subsaharienne prise collectivement a commencé, après dix ans de stagnation, à augmenter ses dépenses de défense, qui ont atteint quelque 20 milliards de dollars. Dans cette zone, c'est l'Afrique du Sud qui possède le plus gros budget militaire (près de 3 milliards de dollars) ; ce budget reste pourtant en deçà d'1 % du PIB (Wall, 2024). En somme, pour ce qui est de leurs capacités militaires, les pays du Sud mondial boivent généralement dans une catégorie inférieure à celle de leur poids potentiel, mais certains signes montrent que la tendance se modifie. Il convient de préciser que plusieurs pays africains, latino-américains et asiatiques affectent plus de 90 % de leurs forces armées et forces de police aux opérations de maintien de la paix de l'ONU (Weiss et Kuele, 2019).

11. Les pays du Sud mondial ont visiblement commencé à transformer leur importance grandissante dans les domaines économique, démographique et militaire en influence politique sur la scène internationale. La Chine se glisse dans le rôle d'un médiateur de paix international : au mois de mars 2023, elle a remporté une victoire diplomatique notable en amenant l'Arabie saoudite et l'Iran à rétablir leurs relations et à reprendre leur coopération dans des secteurs allant des sciences et des technologies à la lutte contre le terrorisme. De la même manière, des chefs d'État d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie proposent régulièrement leurs services de médiation ou des « plans de paix » pour tenter d'apporter une solution diplomatique à la guerre russe contre l'Ukraine. Par exemple, la Chine a présenté en février 2023 un « plan de paix » en douze points, document flou et sans consistance qui réaffirmait le principe de l'intégrité territoriale et de la souveraineté tout en insistant sur la nécessité de respecter les intérêts sécuritaires de la Russie. Le président brésilien, Luis Inácio Lula da Silva, et ses émissaires ont rencontré les dirigeants russe et ukrainien avant de conclure que « ni Poutine ni Zelensky ne sont prêts » pour une solution diplomatique (Paraguassu, 2023). En juin 2023, plusieurs dirigeants africains – dont les présidents sud-africain, sénégalais, comorien et zambien – se sont rendus en Russie et en Ukraine, porteurs de propositions en vue de l'apaisement du conflit et de la reprise des exportations céréalières. Ces propositions ont été rejetées mais, selon le chef d'État sud-africain, Cyril Ramaphosa, ce voyage était « historique (...) car c'était la première fois que des dirigeants africains entreprenaient une mission de paix à l'extérieur » de leur continent (Jones, 2023). En août 2023, l'Arabie saoudite a accueilli les représentants d'une quarantaine de pays, parmi lesquels les chefs de file du Sud mondial, pour des discussions sur la guerre russe contre l'Ukraine ; ces entretiens n'ont pas débouché sur la publication d'une déclaration commune.

12. Les observateurs constatent en outre que les nations du Sud mondial s'organisent de plus en plus pour exiger collectivement un rôle accru dans la gouvernance mondiale et au sein des principales institutions multilatérales, y compris les institutions financières (Jones, 2023). De manière tout à fait remarquable, le groupement des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) entend se présenter comme l'alternative proposée par le Sud mondial au G7. Certes, les membres de ce groupement sont régis par des systèmes politiques éminemment différents et poursuivent des objectifs géopolitiques divergents, voire opposés, mais ils n'en parviennent pas moins à définir des terrains d'entente tels que l'abandon du dollar en tant que monnaie de réserve internationale, la sortie du réseau de paiement SWIFT, le libellé de leurs échanges mutuels en devises locales et le rejet du régime occidental de sanctions économiques. Ce programme fait potentiellement des BRICS un groupement davantage axé sur l'obtention de résultats que les

précédentes formes d'auto-organisation du Sud mondial (Russell, 2023). À leur sommet de Johannesburg, en août 2023, les BRICS ont invité l'Arabie saoudite, l'Argentine, l'Égypte, les Émirats arabes unis (EAU), l'Éthiopie et l'Iran à les rejoindre. Le nouveau président argentin, Javier Milei, a dénoncé l'adhésion au groupement entérinée par son prédécesseur et Riyad réserve encore sa réponse, mais les quatre autres pays ont accepté l'invitation. En janvier 2024, les BRICS sont donc devenus les BRICS+. L'arrivée de nouveaux membres confère un poids politique et économique supplémentaire au groupement, mais les observateurs font remarquer que les tensions entre l'Arabie saoudite et l'Iran, de même qu'entre l'Égypte et l'Éthiopie, pourraient enrayer le fonctionnement de son mécanisme décisionnel (Parlement européen, 2024).

IV. SUD MONDIAL ET CONCURRENCE ENTRE GRANDES PUISSANCES

13. La prépondérance accrue du Sud mondial sur la scène internationale a suscité entre les grandes puissances de la planète une concurrence ayant pour enjeu un rapprochement avec cette partie du monde. Ces dernières années, **les États-Unis comme l'Europe** ont multiplié les gestes d'ouverture politique et économique avec le Sud mondial. En 2022, le G7 a créé ce qui paraît être un substitut à la Nouvelle Route de la soie (BRI) chinoise : le Partenariat pour l'infrastructure et les investissements mondiaux (PGI), qui a pour objectif de réunir d'ici 2027 jusqu'à 600 milliards de dollars pour encourager les investissements publics et privés dans l'implantation d'infrastructures numériques et matérielles dans des pays en développement (Ministère des Affaires étrangères du Japon, 2023). De son côté, le Global Gateway de l'Union européenne (UE) devrait mobiliser quelque 300 milliards d'euros d'investissements (dont 150 milliards pour le continent africain) dans des projets durables et de grande qualité entre 2021 et 2027 (Commission européenne, 2024). Les membres de l'OCDE sont les chefs de file de l'Aide publique au développement (APD). À ce propos, les États-Unis détiennent depuis la Seconde Guerre mondiale (exception faite d'une période de quelques années) la première place au classement des fournisseurs d'aide. En 2019, ils ont déboursé 32,98 milliards de dollars d'APD, chiffre à comparer avec le montant estimatif versé par la Chine (4,8 milliards) au cours de la même année (Morgenstern et Brown, 2022). Les États-Unis et l'Europe intensifient aussi leur assistance aux pays en développement par une restructuration de la dette. À cet effet, ils ont tenu à Paris, en juin 2023, un « sommet pour un nouveau pacte financier mondial » qui a débouché sur l'établissement d'une feuille de route pour la refonte de l'architecture financière mondiale. Qui plus est, les pays développés continuent à prendre à leur charge le gros des dépenses inhérentes à la concrétisation des objectifs mondiaux en matière de climat, tout en soutenant les pays à faible revenu. En 2009, les pays prospères se sont engagés à allouer aux pays en développement une aide à la décarbonation d'un montant annuel de 100 milliards. S'ils n'ont pas toujours honoré intégralement leurs engagements, l'ampleur du soutien apporté aux pays en développement est véritablement sans précédent. Qui plus est, les participants à l'événement historique qu'a constitué la COP27 de novembre 2022 ont mis en place un Fonds pour les pertes et dommages destiné à aider les pays les plus pauvres à faire face aux effets néfastes du changement climatique. Cette démarche apparaît comme une étape cruciale dans l'instauration d'une atmosphère de confiance entre l'Occident et le Sud mondial.

14. Pour sa part, la diplomatie occidentale a multiplié les initiatives à l'adresse du Sud mondial. Citons le sommet qui s'est tenu à la Maison Blanche entre l'administration américaine et les dirigeants des pays du FIP (Forum des îles du Pacifique), en septembre 2022, le sommet États-Unis-Afrique de Washington en décembre de la même année, les visites périodiques en Afrique du secrétaire d'État des États-Unis, M. Blinken, et du président de la République française, M. Macron, ou encore, le sommet UE-CELAC (Communauté d'États latino-américains et caraïbes), organisé sous la présidence espagnole de l'UE en juillet 2023. Il convient de noter que **l'Ukraine**, elle aussi,

a déclenché une offensive diplomatique en direction des pays du Sud mondial dans le but d'obtenir leur adhésion à la formule de paix en dix points de M. Zelensky. Les dirigeants occidentaux ont marqué leur assentiment à ces démarches, ainsi que l'atteste, par exemple, la réunion qui s'est tenue au Danemark en juin 2023 et à laquelle ont participé de hauts responsables de l'Ukraine, des membres du G7, de l'UE et de pays comme l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Brésil et l'Inde. De plus, M. Zelensky a assisté à un sommet de la Ligue arabe et rencontré les chefs d'état brésilien et indien. Conscientes de la difficulté de convaincre les dirigeants de ces pays de renoncer à leur neutralité, les autorités de Kyiv tentent avant tout d'obtenir leur approbation des aspects moins politiques de la formule, dont le déminage, l'aide humanitaire et la reconstruction (Jones, 2023).

15. **La Chine** a considérablement étendu sa présence à l'intérieur du Sud mondial grâce à l'expansion de son influence économique et à l'intense activité qu'elle déploie pour asseoir son emprise sur la région. Il n'existe pas de réponse unanime à la question de savoir s'il y a lieu de l'inclure dans le Sud mondial dès lors qu'elle se trouve sur un pied de quasi-égalité avec les États-Unis et compte tenu de la taille de son économie, de son arsenal nucléaire et du reste de ses moyens militaires, sans oublier son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU. Toutefois, elle-même se définit stratégiquement en tant que membre du Sud mondial et se veut une solution de substitution au modèle occidental. Rappelons la fameuse phrase du vice-président chinois Han Zheng : « La Chine respire au même rythme que les autres pays en développement et partage avec eux le même avenir. » Pékin se place aux antipodes d'un Occident prétendument néo-colonial et souligne qu'il n'interférera pas dans les affaires intérieures des pays du Sud mondial ; bien plutôt, il se concentrera sur le développement économique et sur une coopération pragmatique et mutuellement avantageuse. En pratique, la Chine use de son influence pour imposer des relations de dépendance politique et économique.

16. Pendant la décennie écoulée, elle a investi massivement dans l'expansion de son empreinte économique mondiale : elle est désormais le partenaire commercial numéro un de quelque 120 pays. Entre 2013 et décembre 2022, sa prise de participation dans la BRI sous la forme de contrats de construction et de financements accordés par des institutions chinoises s'est élevée à 1 billion de dollars (Shea, 2023). En 2021, le volume des échanges entre la Chine et l'Afrique était quadruple de celui des échanges entre les États-Unis et l'Afrique. Pékin est devenu le deuxième partenaire commercial de l'Amérique latine et le premier prêteur souverain aux gouvernements sud-américains. Il a en outre ravi aux États-Unis le titre de principal partenaire économique des pays d'Asie du Sud-Est (rassemblés sous l'étiquette collective d'ANASE).

17. Il convient de noter que la Chine a commencé à convertir sa puissance économique en influence militaire et politique. Elle a construit sa première base militaire extraterritoriale à Djibouti et réfléchirait aux possibilités d'en ouvrir d'autres dans de nombreux pays, dont l'Angola, la Guinée équatoriale, le Kenya, la Namibie, les Seychelles et la Tanzanie (Murphy, 2023). Sur le plan politique, elle bénéficie régulièrement de l'appui du Sud mondial à l'ONU, notamment lorsqu'il s'agit de repousser les critiques que lui vaut son désastreux bilan dans le domaine des droits de l'homme (Schuman, 2023).

18. Cependant, l'ambition chinoise de prendre la tête du Sud mondial suscite des réactions de rejet de plus en plus marquées. L'influence naissante de la Chine se traduit souvent par un endettement insupportable, une aggravation de la corruption et l'érosion de la souveraineté financière et politique. D'aucuns se demandent avec inquiétude si l'injection d'investissements chinois peut se solder par des saisies de biens, d'une part, et si ces investissements profitent véritablement à la croissance économique ou s'ils lui nuisent, d'autre part. Cette « diplomatie du piège de la dette » se reflète dans l'affaire du port sri-lankais de Hambantota, pour lequel la Chine a obtenu un bail emphytéotique (d'une durée de 99 ans) en échange de l'annulation de créances

d'un montant légèrement supérieur à un milliard de dollars, ou encore, dans l'intransigeance dont elle a fait preuve vis-à-vis de la Zambie, contrainte de se mettre en défaut de paiement d'un prêt chinois de 7 milliards de dollars destiné au financement de projets infrastructurels.

19. À l'évidence, Pékin a compris que la version originale de la BRI – fondée sur une profusion de prêts plus que généreux pour des mégaprojets infrastructurels – ne pouvait se perpétuer dans le temps, car les bénéficiaires éprouvent des difficultés croissantes à rembourser une dette qui ne cesse de grossir. Les engagements de prêts chinois sont passés de 75 milliards de dollars en 2016 à 3,9 milliards à peine en 2019 (Schrader et Cole, 2023). La Chine est en train de recadrer la BRI autour de projets plus petits, moins gourmands en capitaux et plus faciles à soutenir. Malgré ses discours anti-coloniaux, elle apparaît de plus en plus comme une adepte des méthodes « impérialistes » : elle s'immisce dans la politique intérieure des pays, étouffe les critiques qui la visent et exploite les ressources naturelles, comme on peut le constater au large des côtes de l'Afrique occidentale, où elle ratisse les zones de pêche au détriment des pêcheurs locaux, pourvus de matériel moins moderne. De surcroît, son refus d'assumer une plus grande part de responsabilité dans la lutte contre le changement climatique n'est guère apprécié des États insulaires et autres membres du Sud mondial exposés aux effets néfastes du réchauffement de la planète (Atlantic Council, 2024).

20. Récemment, la Chine a aussi essuyé des revers dans le Pacifique. En janvier 2023, les Fidji ont annoncé la fin d'un accord de coopération policière conclu avec Pékin en 2011. Les Philippines, elles, viennent de prendre leurs distances d'avec la Chine pour renforcer leur alliance bilatérale avec les États-Unis. Des spécialistes du plus important groupe de réflexion australien, le Lowy Institute – que les membres de la Commission politique de l'Assemblée avaient rencontrés lors de leur séjour à Sydney, en 2023 –, font remarquer que, si l'époque d'une suprématie états-unienne incontestée en Asie est bel et bien révolue, la puissance dont dispose la Chine sur ce même continent reste en deçà de celle de Washington, et Pékin n'est pas en mesure de combler ou de réduire l'écart de manière significative (Patton, Sato et Lemahieu, 2023).

21. Certes, **la Russie** ne fait pas partie du Sud mondial, mais elle tente, elle aussi, de jouer un rôle prépondérant dans la région et se présente comme une puissance anti-coloniale, ce qui ne manque pas de sel. L'intérêt qu'elle porte au Sud mondial s'explique par plusieurs facteurs, le tout premier d'entre eux étant sa longue quête de reconnaissance en tant que grande puissance sur la scène mondiale. Son interaction avec le Sud mondial concerne divers domaines, tels que l'assistance à la sécurité, les ventes d'armes, les initiatives diplomatiques et la coopération économique. Elle met à profit et alimente les idées qui circulent sur un « monde multipolaire équitable » et sur la prétendue hypocrisie occidentale. Elle a mis en chantier plusieurs projets destinés à apporter une assistance économique et militaire à des régimes amis : Angola, Éthiopie, Mali et Mozambique, notamment (Liik, 2023). Au Sahel, elle exploite intensivement les sentiments anti-occidentaux et exerce son influence politique par le biais du Groupe Wagner, une société militaire privée financée par l'État.¹ Entre 2018 et 2022, 40 % des importations africaines de grands systèmes d'armes ont eu pour provenance la Russie, un chiffre largement supérieur au total des importations africaines d'armes états-uniennes (16 %), chinoises (9,8 %) et françaises (7,6 %) pour la même période (Liik, 2023). La Russie est également un important fournisseur d'armes pour des puissances asiatiques comme l'Inde ou le Viêtnam. Au chapitre de la puissance douce, il y a lieu de

¹ Pour plus d'informations sur l'influence de la Russie en Afrique et au Moyen-Orient, voir le [rapport du GSM](#) de 2024.

souligner que Moscou a poursuivi et amplifié la traditionnelle pratique soviétique consistant à accueillir des étudiants africains : on rapporte qu'en 2023 leur nombre s'élevait à 35 000 environ (Walsh et Sonne, 2023).

22. Une bonne part du Sud mondial désapprouve officiellement l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, puisqu'environ les deux tiers des pays qui le composent ont voté en faveur des résolutions de l'ONU condamnant cette invasion. Cela ne représente toutefois qu'un tiers de sa population totale, compte tenu de l'abstention de la Chine et de l'Inde (Veron, 2023). Aucun d'eux cependant n'a formellement souscrit aux sanctions occidentales décrétées contre Moscou. C'est en grande partie grâce à la coopération avec le Sud mondial que la Russie a pu contourner lesdites sanctions et mettre en place de nouvelles chaînes d'approvisionnement. Par exemple, les échanges russo-iraniens – portant notamment sur des ventes d'armes à la Russie – ont atteint des sommets, et l'on rapporte que l'acheminement de marchandises par le Corridor de transport international Nord-Sud, qui relie la Russie à l'Inde et au marché asiatique via l'Iran, a connu une augmentation de 350 % au cours des sept premiers mois de 2022 (Liik, 2023). De même, il paraîtrait que les importations indiennes de brut russe (dont un fort pourcentage était destiné à être raffiné, puis vendu sur les marchés occidentaux) aient été multipliées par treize en comparaison avec les niveaux antérieurs à 2022. Voilà qui a fortement aidé Poutine à reconstituer son trésor de guerre (Walsh et Dave-Attlee, 2024).

23. Et pourtant, l'influence politique de la Russie au sein du Sud mondial semble bien s'éteindre pour des raisons dont la moindre n'est pas les obstacles dressés par Moscou aux exportations céréalières ukrainiennes (ce que le Kenya, par exemple, a qualifié de « coup de poignard dans le dos »). Il est significatif qu'au sommet Russie-Afrique tenu à Saint-Petersbourg en juillet 2023, seuls la moitié des chefs d'État et de gouvernement africain présents au sommet précédent, en 2019, aient fait le déplacement (Walsh et Sonne, 2023). Selon l'Asia Power Index du Lowy Institute, la Russie a reculé de pas moins de quatre places dans la catégorie « influence diplomatique » en 2022, ce qui traduit une détérioration de sa réputation à la suite de l'invasion de l'Ukraine (Patton, Sato et Lemahieu, 2023).

24. De tous les grands acteurs présents sur la scène mondiale, c'est **l'Inde** qui a montré la plus grande ferveur dans son adhésion au concept de Sud mondial. Elle-même s'affiche comme un authentique représentant, et l'un des chefs naturels, du Sud mondial. En 2023, elle a fait de la défense des intérêts de ce dernier une priorité de sa présidence du G20. Elle a aussi accueilli deux sommets virtuels de la « Voix du Sud mondial ». Par contraste avec la stratégie de la Chine et de la Russie, elle cherche à jeter des passerelles entre le Sud mondial et le monde développé (Tellis et Mirski, 2013). Les deux programmes-phare qu'elle a conçus pour soutenir le premier sont, d'une part, une initiative de construction de capacités – grâce à laquelle elle entend partager son expérience et ses pratiques exemplaires dans le domaine du développement – et, d'autre part, le Fonds de partenariat pour le développement, dont ont bénéficié quelque 75 projets répartis entre 61 pays pendant la période 2017-2023. Ces deux programmes sont exécutés conjointement avec l'ONU (Mission permanente de l'Inde auprès des Nations Unies, 2023). En outre, il faut rappeler que l'Inde fournit des garanties de sécurité à divers pays du Sud mondial et, notamment, aux Maldives (Brewster et Rasheed, 2023).

25. Si l'Inde est désormais le pays le plus peuplé du monde, elle peine toutefois à réunir tous les attributs de chef de file du Sud mondial. Ses ressources limitées – sa production économique est à peu près six fois moindre que celle de la Chine – et ses faiblesses structurelles, dont un taux peu élevé de participation à la main d'oeuvre, sont des obstacles difficiles à franchir et qui nuisent à l'efficacité des initiatives régionales d'aide et de développement. De plus, en matière de commerce et d'investissement, elle applique depuis longtemps une politique qui se distingue par ses tendances

protectionnistes (Cohen, 2023). Elle devra impérativement s'atteler à la résolution de ces problèmes si elle compte effectivement mettre en chantier des projets de coopération économique dans la région.

26. Parallèlement à son désir de représenter le Sud mondial, l'Inde en tant que telle prend une part active aux rivalités géopolitiques entre puissances. Elle forme un contrepoids naturel à la Chine et les relations entre les deux géants se sont tendues ces dernières années, notamment en raison de la tournure nationaliste prise par leurs politiques respectives. Les autorités de New Delhi sont préoccupées par le partenariat stratégique sino-pakistanaï et par le resserrement des liens de leurs plus proches voisins – le Bangladesh, les Maldives, le Népal et Sri Lanka – avec la Chine. Les tensions se sont encore exacerbées en 2020 à la suite d'un accrochage frontalier dans le Ladakh oriental, incident qui a fait plusieurs morts.

27. En réponse, l'Inde réajuste ses partenariats et se tourne vers les démocraties occidentales. Elle a adhéré à l'initiative japonaise visant à réactiver le Dialogue de sécurité quadrilatéral (Quad), entité où elle siège avec l'Australie, les États-Unis et le Japon. Le Quad s'intéresse avant tout à des questions non militaires comme la fabrication de vaccins, le changement climatique et l'indépendance des chaînes d'approvisionnement, mais il revêt une importance stratégique en ce qu'il rassemble les principaux rivaux de la Chine dans le bassin indo-pacifique, à commencer par l'Inde. Il y a lieu de noter qu'au cours des dernières années les relations entre Washington et New Delhi se sont nettement approfondies : en juin 2023, le Premier ministre indien, Narendra Modi, a effectué une visite d'État aux États-Unis ; à cette occasion, il a signé une série de nouveaux accords sur la défense, la technologie et l'éducation. Les liens militaires se sont resserrés, eux aussi, l'Inde ayant décidé de rejoindre les « Forces maritimes combinées », un partenariat naval de 28 membres basé à Bahreïn. Cette démarche ouvre la voie à l'instauration régularisée d'exercices de renforcement de l'interopérabilité entre les deux pays (Rossow, 2023). L'Inde consolide en outre son partenariat global avec la France, devenue son plus grand fournisseur d'armes après la Russie. Par ailleurs, en septembre 2023, l'Arabie saoudite, les EAU, les États-Unis, l'Inde et l'UE ont fait part d'un projet baptisé « Corridor économique Inde-Moyen-Orient-Europe » (IMEC), considéré comme une solution de substitution à la BRI chinoise. Cependant, la reprise du conflit au Moyen-Orient en octobre 2023 a retardé la mise en route du projet (Alhasan et Solanki, 2023).

28. Cela dit, l'Inde ne souhaite pas s'allier directement avec les puissances occidentales, eu égard à sa tradition de non-alignement, aux étroites relations qu'elle entretient de longue date avec la Russie et à sa répugnance à provoquer inutilement une aggravation des tensions régionales. Ses rapports avec la Russie demeurent cordiaux et, comme cela a été évoqué, elle intervient dans les processus d'exportation de pétrole de la Russie. Ses forces armées continuent à dépendre de matériel russe, encore que la part de la Russie dans les importations indiennes de cette nature soit tombée de 62 % à 45 % entre 2017 et 2022 (SIPRI, 2022).

29. **Le Brésil** se revendique également comme l'une des grandes voix du Sud mondial. Huitième économie mondiale et première économie latino-américaine, il possède une agriculture particulièrement développée. En tant que deuxième exportateur de produits agricoles au monde, il est un partenaire vital pour de nombreux pays asiatiques et africains, car il détient une large part du marché du soja, du maïs et la viande, autant de denrées dont ces pays sont de grands consommateurs. Il n'est pas surprenant que la sécurité alimentaire soit apparue comme une question absolument prioritaire pour la présidence brésilienne du G20, en 2024 (Lipky et Bhusari, 2024). D'autre part, le Brésil se flatte d'exercer une considérable puissance douce en Afrique et dans les Caraïbes en raison de ses liens historiques et démographiques avec le continent africain (Bárcena et al., 2024).

30. Pourtant, deux facteurs au moins contrarient les aspirations du Brésil à devenir le chef du Sud mondial. En premier lieu, le pays connaît une croissance maussade par comparaison avec ses pairs du Sud mondial et des problèmes tels que la corruption, les lenteurs de la justice ou encore la pauvreté persistent. En second lieu, ses partenaires internationaux se méfient de la versatilité de sa politique étrangère – le Brésil est marqué par une profonde polarisation interne et par de brusques alternances entre gouvernements de droite et gouvernements de gauche –, plus spécialement quand il s'agit de questions environnementales. Cela dit, d'un point de vue occidental, il tend à s'aligner davantage sur des positions pro-chinoises et pro-russes, essentiellement pour des raisons économiques : ses échanges commerciaux avec la Chine sont doubles de ceux qu'il a avec les États-Unis (Murphy, 2023) et la Russie est un précieux fournisseur d'engrais pour son agriculture (Nicas et Spigariol, 2022). Les administrations de MM. Bolsonaro et Lula da Silva ont refusé de condamner la guerre russe contre l'Ukraine. De surcroît, le second a fait quelques commentaires malheureux, dont celui-ci : « Le président Zelenski est tout autant responsable de la guerre que Poutine » (Shea, 2023). Il a aussi suggéré que l'Ukraine reconnaisse l'appartenance de la Crimée à la Russie. Par ailleurs, il a affirmé que « personne ne [pouvait] empêcher le Brésil de continuer à développer ses relations avec la Chine » (Ashton, 2024).

31. Plusieurs pays du Sud mondial ont choisi une « stratégie d'équilibrage » en rejoignant des coalitions dirigées contre leurs rivaux géopolitiques. Ainsi, les Philippines sont un allié par traité des États-Unis, tandis que l'Érythrée, l'Iran et le Venezuela se rangent au côté de la Russie et de la Chine. Toutefois, les partisans de cette stratégie sont relativement peu nombreux : la plupart des pays du Sud mondial optent pour une « **stratégie de réduction des risques** » : ils diversifient leurs relations et mettent au point des solutions de repli. Ainsi, l'Égypte est le troisième plus grand bénéficiaire de l'aide militaire américaine mais, parallèlement, elle achète une bonne partie de ses céréales à la Russie (Shea, 2023). Autre exemple, celui du Viêtnam, pays communiste, qui commerce avec son gigantesque voisin, la Chine, tout en se méfiant de lui : les autorités de Hanoï ont choisi de bâtir des « partenariats stratégiques intégraux » avec Pékin, certes, mais aussi avec Moscou, New Delhi, Séoul, Tokyo et, tout récemment, avec Washington, à l'occasion de la visite de M. Biden en septembre 2023 (Manyin et Wong, 2024).

32. Pour regrettable que ce soit, il est un fait que la plupart des citoyens du Sud mondial ne voient pas de grande différence entre les démocraties occidentales et des autocraties comme la Chine ou la Russie. Des études montrent que la majorité des Nigériens, des Kényans, des Mexicains, des Indonésiens ou encore des Sud-Africains ont une image tout aussi positive des États-Unis que de la Chine ; seule une minorité admet une préférence pour l'un ou l'autre de ces deux pays (Fagan, Poushter et Gubbala, 2023). En moyenne, les avis sur la Russie sont davantage négatifs que positifs à l'échelle du Sud mondial tout entier, à l'exception notable de l'Inde et de l'Indonésie (Silver, Huang et Clancy, 2023). Selon un point de vue très répandu dans le Sud mondial, l'Occident est hypocrite et n'a pas cessé de considérer cette partie du monde comme une région périphérique. Les tenants de cette thèse font remarquer que l'appel de l'Ukraine à une aide humanitaire a été comblé à près de 90 %, alors que d'autres demandes en faveur de pays eux aussi touchés par des crises, tels que l'Afghanistan, l'Éthiopie, la RDC, le Soudan du Sud ou le Yémen, ont été financées dans une mesure bien moindre. Les critiques portent aussi sur le fait que l'UE n'a pas tardé à réaffecter les milliards d'euros de sa Facilité européenne pour la paix, initialement destinée à aider les pays du voisinage Sud, à l'approvisionnement de l'Ukraine en armes et en munitions (Shea, 2023). La reprise des hostilités au Moyen-Orient a aggravé le mécontentement à l'intérieur du Sud mondial – et, plus spécialement, dans les pays à majorité musulmane – face à la partialité supposée de la position occidentale. Le jugement négatif que le Sud mondial tend à porter pour l'instant sur l'Occident peut se renverser avec le temps, mais il est raisonnable de penser que les choix politiques de la plupart des pays du Sud mondial continueront à participer d'une stratégie de réduction des risques. Les décideurs occidentaux devront concevoir à leur intention une politique qui soit réaliste et exécutable

et qui prenne en compte leurs intérêts légitimes et leur capacité d'action croissante, tout en restant attachée aux valeurs collectives et aux objectifs stratégiques qui sous-tendent la communauté euro-atlantique.

V. STRATÉGIE DE L'OTAN À L'ÉGARD DU SUD MONDIAL

33. En tant qu'organisation, l'OTAN n'utilise pas l'expression « Sud mondial » dans ses documents d'orientation, mais elle entretient des relations avec certaines parties de la région depuis des décennies. Alliance régionale reposant sur des valeurs démocratiques collectives, elle se concentre à juste titre sur 1) des partenaires situés dans son voisinage immédiat ou 2) des partenaires partageant des motivations semblables aux siennes.

34. Pour ce qui est de son voisinage immédiat, le programme-phare de l'OTAN est le Dialogue méditerranéen (DM), ouvert en 1994, qui réunit actuellement l'Algérie, l'Égypte, Israël, la Jordanie, le Maroc, la Mauritanie et la Tunisie et dans le contexte duquel Alliés et partenaires coopèrent sur le double plan politique et pratique. La coopération pratique s'exerce dans des secteurs comme la modernisation des forces armées, les plans civils d'urgence, la sécurité aux frontières, l'éducation militaire, la diplomatie publique, les sciences et l'environnement.

35. Dans l'ensemble, le DM a résisté avec succès au passage du temps et contribue de plus en plus à la stabilité de la région. Les observateurs constatent néanmoins qu'il continue à manquer de ressources et d'un cadre d'action. En 2023, au sommet de Vilnius, les Alliés ont entamé une réflexion sur la stratégie de l'OTAN à l'égard de son voisinage méridional. Le secrétaire général de l'Organisation, Jens Stoltenberg, a chargé un groupe de spécialistes indépendants de mener cette réflexion et de formuler des recommandations spécifiques dans la perspective du sommet qui doit avoir lieu à Washington en juillet 2024. S'inspirant du rapport des spécialistes, qui lui a été remis le 20 mars dernier, M. Stoltenberg présentera aux pays alliés, à temps pour leur sommet, des propositions concrètes sur la manière de consolider la stratégie de l'OTAN à l'égard de son voisinage méridional. L'Assemblée a contribué à cette réflexion.

36. En 2014, l'OTAN a également lancé l'Initiative de renforcement des capacités de défense et des capacités de sécurité s'y rapportant (DCB), qui a pour but de promouvoir une coopération de défense et de sécurité encore plus fournie et ciblée entre les Alliés et les partenaires stratégiques potentiellement vulnérables. Sur les cinq pays qui participent actuellement à cette initiative, trois – l'Iraq, la Jordanie et la Tunisie – appartiennent au Sud mondial. Dans le contexte de la DCB, l'OTAN propose des mesures de soutien adaptées dans des domaines comme le développement de capacités de gestion de crises, la lutte contre les engins explosifs improvisés (EEI), la réforme de la sécurité et la défense cybernétique. L'assistance apportée à l'Iraq dans le secteur de la construction de capacités s'est intensifiée durant ces dernières années et la Mission OTAN en Iraq (NMI), qui est une mission non combattante, conseille les responsables iraqiens concernés et « forme des formateurs » afin d'aider le pays à se doter de structures de sécurité nationales plus efficaces. Dans le même ordre d'idées, l'OTAN prépare l'ouverture d'un bureau de liaison à Amman, capitale de la Jordanie et, il y a peu, les autorités libyennes ont demandé à bénéficier de la DCB.

37. L'Initiative de coopération d'Istanbul (ICI), créée en 2004, renforce les liens entre l'OTAN et quatre États du Golfe : Bahreïn, le Koweït, le Qatar et les EAU (Oman et l'Arabie saoudite participent à une sélection d'activités de l'Initiative). Elle facilite les discussions politiques autour de questions touchant à la sécurité régionale et s'occupe de coopération entre forces armées, d'amélioration des capacités de défense et de lutte conjointe contre le terrorisme. Le Centre régional OTAN-ICI, installé dans la capitale du Koweït en 2017, fait office de plate-forme consacrée à l'amélioration de la

coopération pratique entre l'OTAN et ses partenaires du Golfe. Les spécialistes font toutefois observer qu'une part du potentiel de l'Initiative demeure inexploité et qu'au vu du caractère fluctuant du paysage géopolitique du Golfe il est nécessaire de revitaliser celle-ci grâce à de nouvelles activités.

38. Il est intéressant de noter que, dans le contexte de l'invasion totale de l'Ukraine par la Russie, l'OTAN a multiplié en 2023 les gestes politiques en direction des membres du DM et de l'ICI. Citons parmi les mesures prises à cet effet une rencontre entre le roi de Jordanie et le Conseil de l'Atlantique Nord, ainsi que les visites de hauts responsables de l'Organisation à Bahreïn, dans les EAU, en Jordanie, au Koweït, en Mauritanie, au Qatar et en Tunisie.

39. Pour s'adresser aux régions plus éloignées, l'OTAN a constitué un réseau de « partenaires dans le monde » (ou « partenaires mondiaux ») avec lesquels elle collabore sur un plan bilatéral. Au nombre de ces partenaires figurent des pays du Sud mondial : la Colombie, la Mongolie et le Pakistan. En 2017, la Colombie est devenue le premier – et, à ce jour, l'unique – partenaire officiel de l'Organisation en Amérique latine. La coopération entre les deux parties englobe l'interopérabilité militaire, le déminage, la lutte contre les EEI, les opérations contre-insurrection et les opérations visant le trafic des stupéfiants. En décembre 2021, les relations bilatérales ont gravi un nouvel échelon avec l'adoption d'un programme de partenariat individualisé. En juillet de l'année suivante, des responsables militaires de l'OTAN et des membres de l'état-major colombien se sont rencontrés à Bogotá. Le président colombien Gustavo Petro, qui est classé à gauche et qui a pris ses fonctions en 2022, a formulé des critiques au sujet de l'OTAN, mais la coopération continue à se développer : en 2023, le secrétaire général délégué de l'OTAN, Mircea Geoană, a reçu à Bruxelles le ministre de la Défense de la Colombie, Iván Velásquez Gómez, tandis que Bogotá accueillait une réunion annuelle du réseau OTAN des centres de formation et d'entraînement des partenariats.

40. La Mongolie est l'un des partenaires mondiaux de l'OTAN. Dotée d'un système démocratique efficace, elle est située dans un voisinage difficile et applique une « stratégie du troisième voisin » : soucieuse d'équilibrer sa dépendance vis-à-vis de la Russie et de la Chine, elle cherche aussi à approfondir ses relations avec les pays occidentaux et, de fil en aiguille, avec l'OTAN. Depuis 2005, les autorités mongoles et l'Organisation dialoguent et coopèrent et, depuis 2014, cette coopération s'étend à l'interopérabilité et à l'éducation militaire et prend la forme de cours et de formations dispensés par l'OTAN. La Mongolie a affecté des troupes aux missions alliées au Kosovo et en Afghanistan. Il est à noter qu'en décembre 2022 une délégation militaire de l'OTAN s'est rendue à Oulan-Bator pour y rencontrer des représentants des autorités militaires mongoles avec lesquels elle s'est entretenue des problèmes de sécurité à l'échelle mondiale.

41. Un partenariat plus régulier entre l'OTAN et le Pakistan a vu le jour en 2005, lorsque ce pays a été touché par un séisme dévastateur ; l'Alliance a envoyé des secours sous la forme d'unités du génie et d'unités médicales prélevées sur la Force de réaction de l'OTAN. De son côté, le Pakistan a apporté une contribution majeure à la Force internationale d'assistance à la sécurité (FIAS) de l'OTAN et, dans une moindre mesure, à la mission *Resolute Support* (RSM), notamment en autorisant l'acheminement d'approvisionnements via son territoire et son espace aérien. Mais ces dernières années, le Pakistan a commencé à entretenir des relations plus étroites avec la Russie et la Chine. La coopération entre Islamabad et l'OTAN est désormais très limitée : entre autres, le Pakistan participe en ce moment à l'un des projets du programme « La science au service de la paix et de la sécurité », projet axé sur la conception d'un système de communication efficace voué à la sécurité publique dans le contexte d'attentats terroristes (OTAN, 2024a). Il n'est pas indifférent que les mécanismes de l'OTAN destinés à la coordination des secours en cas de catastrophe n'aient pas été déclenchés lors des terribles inondations qui ont frappé le Pakistan en 2022.

42. Si la Chine n'est pas un partenaire officiel de l'OTAN, elle n'en est pas moins devenue pour celle-ci un sujet de réflexion majeur. Entre 2019 et 2023, l'Organisation a défini les grands principes de sa politique vis-à-vis de la Chine, qui constitue à ses yeux un défi – mais non une menace – pour les valeurs des pays alliés et pour leurs intérêts sur le plan de la sécurité. L'OTAN n'a pas l'intention d'étendre ses activités au bassin indo-pacifique, mais elle est déterminée à faire pièce aux manœuvres malveillantes de Pékin – que ce soit dans la zone euro-atlantique ou dans l'espace cybernétique – et au travail de sape qu'il poursuit contre l'ordre fondé sur des règles, à commencer par la liberté de navigation. Parallèlement, elle reste ouverte au dialogue et s'entretient régulièrement avec des diplomates et des militaires chinois : tout récemment, en mars 2024, des représentants des autorités militaires alliées et chinoises se sont rencontrés à Pékin pour discuter de la sécurité mondiale et régionale, l'accent étant mis sur l'invasion illégale de l'Ukraine par la Russie et sur la sécurité maritime (OTAN, 2024b). Il semble impossible pour l'instant de donner suite à une quelconque suggestion concernant la création d'un partenariat formel entre l'OTAN et la Chine ou même d'un conseil OTAN-Chine en raison, essentiellement, de la réticence de Pékin à traiter avec l'Alliance en tant qu'entité unifiée.

43. Il convient aussi de noter que l'OTAN dialogue ponctuellement avec des pays ne figurant pas parmi ses partenaires officiels – Brésil, Ghana, Inde ou encore Singapour – au sujet de questions liées à la dynamique sécuritaire régionale (OTAN, 2024c). Elle se dit intéressée par une amélioration de son dialogue avec l'Inde, eu égard aux valeurs démocratiques qu'elles partagent (Meszaros, 2024). Pourtant, malgré quelques contacts (visites de spécialistes et d'universitaires indiens au siège de l'OTAN, par exemple), le mot « OTAN » reste en Inde un terme à manier avec précaution et les autorités de New Delhi rechignent à traiter avec l'OTAN en tant qu'organisation.

44. Le partenariat entre l'OTAN et l'Union africaine (UA) a pris beaucoup d'ampleur depuis 2005, lorsqu'il a été demandé à l'Alliance de fournir une assistance logistique et des transports aériens à la mission de l'UA au Soudan. L'Organisation cherche maintenant à passer du stade du simple soutien à celui de véritable coopération, une coopération qui, dès à présent, recouvre une large gamme d'activités, parmi lesquelles le soutien opérationnel, l'éducation et l'entraînement, ainsi que l'assistance à la Force africaine en attente (OTAN, 2023c). Des cycles de réunions se tiennent régulièrement au niveau des états-majors de l'OTAN et de l'UA ; le huitième d'entre eux a eu lieu à Addis-Abeba en septembre 2023 (OTAN, 2023d).

45. Enfin – et ce n'est pas le moins important –, l'OTAN a mené, au fil du temps, de multiples missions de gestion de crises dans le Sud mondial. En particulier, la FIAS et la RSM sont de loin les opérations collectives les plus vastes qu'elle ait menées en dehors de sa zone. Au plus fort de son engagement, la FIAS comptait plus de 130 000 hommes. En dépit des conditions profondément décevantes dans lesquelles s'est achevée la mission de l'OTAN en Afghanistan, les vingt années qu'elle a duré auront laissé une empreinte positive sur la société afghane. Entre 2008 et 2016, l'OTAN a conduit plusieurs opérations anti-piraterie fructueuses dans le golfe d'Aden, au large de la Corne de l'Afrique et dans l'océan Indien. En outre, par l'intermédiaire du Centre euro-atlantique de coordination des réactions en cas de catastrophe, elle a à plusieurs reprises coordonné les secours d'urgence et l'aide aux populations dans les pays du Sud mondial ; entre autres choses, elle a, durant la pandémie de covid-19, coordonné les demandes et les offres d'assistance internationale émanant des pays alliés et des partenaires vulnérables.

46. Somme toute, malgré des ressources souvent limitées, l'OTAN a avec le Sud mondial des relations de nature très exhaustive qui soulignent son attachement à la promotion de la stabilité, de la sécurité et de la collaboration dans le monde.

VI. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS DE POLITIQUE GÉNÉRALE

47. Les profonds bouleversements qui ont refaçonné le paysage stratégique mondial pendant la dernière décennie n'ont pas seulement relancé la rivalité entre grandes puissances : ils ont fait apparaître un groupe de protagonistes issus de ce que l'on considérait jadis comme la périphérie du monde. L'Occident a vraisemblablement tardé à s'adapter à la nouvelle réalité, permettant ainsi à des régimes autoritaires comme ceux de la Russie et de la Chine de s'implanter largement en Asie, en Afrique, en Amérique latine et dans le Pacifique et de s'adjuger de substantiels bénéfices économiques et géopolitiques. Cependant, la communauté euro-atlantique a la faculté de changer cette dynamique et, avec la collaboration du Sud mondial, de stabiliser le système international et de faire reculer un révisionnisme particulièrement agressif. Le rapporteur invite les décideurs euro-atlantiques à réfléchir aux recommandations de politique générale ci-après.

- 1) Accepter le fait que l'idéalisme politique a perdu sa prééminence mondiale, que la géopolitique est de retour et qu'il faut réapprendre l'art de la construction politique. La stratégie à adopter à l'égard des pays du Sud mondial ne saurait se caractériser par une attitude de condescendance sur fond de supériorité morale ; bien plutôt, elle doit se concentrer sur une coopération pragmatique dans des domaines présentant véritablement de l'intérêt pour ces pays : sécurité alimentaire, création d'emplois, santé, etc. Cette coopération ne peut être perçue comme une manifestation de charité : les pays occidentaux doivent se montrer honnêtes avec leurs partenaires du Sud mondial et préciser clairement les avantages qu'ils escomptent en tirer. Les rapports diplomatiques entre l'Occident et le Sud mondial (sommets, échanges de visites de haut niveau, etc.) doivent continuer à se multiplier.
- 2) Ne pas attendre des pays du Sud mondial qu'ils renoncent à leur stratégie de réduction des risques et qu'ils rompent complètement avec Moscou ou Pékin. Il est toutefois impératif d'encourager ceux de ces pays qui choisissent de prendre le parti de la communauté internationale autour de sujets de portée mondiale telles que le soutien à l'Ukraine dans son combat pour le futur ordre sécuritaire européen. Si un soutien direct aux efforts de défense ukrainiens se révèle être une question trop sensible, les diplomates européens devraient inciter les pays du Sud mondial à contribuer à la concrétisation des aspects non militaires et humanitaires de la formule de paix en dix points avancée par Kyiv.
- 3) Faire montre de patience stratégique. Les récits entendus çà et là sur le déclin de l'Occident et sur la coalescence du Sud mondial autour de la Chine induisent en erreur. Si le tsunami initial de ses investissements a effectivement fait briller l'étoile de Pékin auprès du Sud mondial, certains signes montrent que la Chine a de plus en plus de mal à exploiter sa présence dans la région sans apparaître comme une nouvelle puissance adepte de l'impérialisme ou de l'intimidation. Le revers stratégique qu'elle a essuyé dans le Pacifique Sud – où plusieurs États insulaires ont repoussé ses avances pour se ranger au côté de l'Australie et des États-Unis – est, à cet égard, suffisamment éloquent. Prise collectivement, la communauté euro-atlantique, qui représente plus de la moitié de la production économique mondiale et qui compte en son sein les États-Unis, seul pays capable de projeter sa puissance militaire d'un bout à l'autre de la planète, demeure le partenaire le plus attractif pour n'importe quelle nation en quête de développement économique et de sécurité.
- 4) Accepter le fait que l'Occident a auprès du Sud mondial une réputation d'hypocrisie solidement enracinée. L'attachement à la démocratie, aux droits de l'homme et à la primauté du droit

façonne l'identité de l'Alliance de l'Atlantique Nord, mais les membres de cette dernière devraient s'employer à revigorer leurs propres lettres de créance démocratiques et montrer l'exemple. Pour promouvoir les valeurs de la démocratie, ils devraient travailler à la confection d'instruments capables de soutenir les institutions démocratiques. De ce point de vue, l'Assemblée préconise l'ouverture au siège de l'OTAN d'un centre pour la résilience démocratique qui offrirait un moyen inestimable d'apporter une assistance tangible aux jeunes démocraties du Sud mondial. À plus long terme, le modèle démocratique occidental présente pour la communauté euro-atlantique un avantage sur ses concurrents russe et chinois, car l'aspiration à la démocratie est largement répandue à travers le Sud mondial. Par exemple, une étude Afrobaromètre menée dans 34 pays africains a montré que près de 70 % des Africains préféreraient la démocratie à tout autre régime de gouvernement. Parallèlement, il convient d'investir dans la diplomatie publique et de mettre en œuvre les outils de la puissance douce pour modifier, avec le temps, les stéréotypes qui courent sur l'Occident, mettre en valeur la véritable contribution des démocraties occidentales au développement du Sud mondial et démystifier la propagande anti-occidentale russe et chinoise. Par ailleurs, il faut insister sur la nature anti-coloniale de la résistance ukrainienne.

- 5) Se prononcer pour une réforme des institutions internationales postérieures à la Seconde Guerre mondiale, y compris le Conseil de sécurité de l'ONU et la Banque mondiale, faute de quoi elles risqueraient d'être sapées par des institutions concurrentes mises en place par des puissances révisionnistes. Il y aurait toutefois lieu de procéder prudemment pour veiller à ce que lesdites puissances ne prennent pas le contrôle de ces institutions. Selon une mise en garde lancée par des économistes, les propositions visant une modification du système de vote au FMI en fonction des données les plus récentes sur les PIB et d'autres critères techniques se traduiraient par une augmentation des droits de vote à disposition de la Chine de 6,4 % à 14,1 %, alors que ceux de l'Inde atteindraient tout juste 3,5 % et que, dans les faits, ceux du Brésil et du Mexique diminueraient (Afrobaromètre, 2023). Un éminent économiste britannique, David Lubin, fait observer : « L'époque du Consensus de Washington – conclu au zénith de la prépondérance des États-Unis dans le monde – est celle où de nombreux pays en développement ont connu leurs plus belles heures, s'agissant du rapprochement entre le niveau de leur PIB/habitant et celui d'une économie avancée. Malgré tous ses défauts, le Consensus de Washington était une tentative relativement honnête de définir un ensemble de politiques et d'institutions propres à favoriser une convergence des revenus » (Beattie, 2023b).
- 6) Redoubler d'efforts en direction de l'Inde, la plus grande démocratie du monde. Ensemble, l'OTAN et l'Inde représenteraient environ 2,4 milliards de personnes. Ce pays est déjà en train de se tourner vers les démocraties occidentales pour nouer avec elles des relations plus étroites. Les Alliés devraient prendre en compte les sensibilités historiques de l'Inde et se concentrer sur un resserrement de leurs liens bilatéraux avec New Delhi, tout en apportant leur appui à des entités minilatérales telles que le Quad. Il y aurait lieu de réfléchir à l'inclusion de l'Inde dans le G7 actuel. L'évolution des relations entre l'Inde et l'OTAN devrait se faire au rythme qui conviendrait le mieux aux autorités indiennes.
- 7) Éviter, en règle générale, d'employer outre mesure l'expression « Sud mondial » – son utilisation fréquente dans le présent document reflète sa présence accrue dans le discours politique contemporain. Dépeindre la politique mondiale comme une concurrence entre trois piliers – l'Ouest, l'Est et le Sud – est une simplification abusive et inutile, susceptible de déboucher sur des orientations politiques générales mal fondées. Le nouvel environnement stratégique est beaucoup plus complexe et les pays alliés doivent apprendre à s'y mouvoir en étant capables de distinguer les différentes régions et puissances régionales du monde non occidental. La politique de partenariat de l'OTAN fait effectivement la distinction entre régions

et partenaires pris un à un et se focalise à juste titre sur des stratégies individualisées en matière de sécurité coopérative.

- 8) Accroître les capacités de l'OTAN de collaborer en tant qu'organisation avec le Sud mondial et ses partenaires à travers le monde. Au sommet de Washington, les pays alliés devraient se mettre d'accord sur une vaste révision des partenariats de l'OTAN avec son voisinage méridional : il ne s'agit pas uniquement de garantir la sécurité de l'Alliance contre les menaces émanant du sud, mais d'explorer plus avant les possibilités d'instaurer avec ces partenaires une coopération pratique améliorée et mutuellement avantageuse. Le Programme de partenariat mondial devrait être tout à la fois amplifié, géographiquement parlant, et approfondi, ce qui nécessiterait l'affectation de ressources financières et humaines supplémentaires à la Division des affaires politiques et de la politique de sécurité de l'OTAN, ainsi qu'aux autres divisions concernées. Il serait judicieux d'envisager un élargissement de la DCB. Les pays alliés pourraient aussi étoffer le réseau des ambassades points de contact de l'Alliance : ce serait là une méthode efficace et rentable de développer davantage ses partenariats mondiaux. Enfin, les Alliés pourraient songer à la création d'un centre d'excellence homologué par l'OTAN et consacré au Sud mondial, l'objectif étant d'affiner encore la compréhension de l'évolution de la situation régionale et de ses conséquences potentielles pour leur sécurité et pour leurs intérêts.
- 9) Recourir pleinement aux interactions parlementaires avec le Sud mondial. Grâce aux visites qu'elle effectue dans le monde, grâce aussi à la participation de législateurs africains, asiatiques et latino-américains à ses sessions et à ses séminaires spéciaux, l'Assemblée peut jouer un rôle important et même pionnier dans l'établissement de liens entre l'Alliance et le Sud mondial.

BIBLIOGRAPHIE

- Adler, David, "[Russia, Ukraine, and the West's Impact on the Global South: The Case of Sanctions and War](#)", *The Guardian*, 28 mars 2022.
- Afrobaromètre, "[Africans Want More Democracy, but Leaders Aren't Listening](#)", 18 janvier 2023.
- Akfirat, Adnan, "[Johannesburg Summit a Historic Milestone in Global South Unity](#)", *China Daily*, 31 août 2023.
- Alhasan, Hasan, et Solanki, Viraj, "[Obstacles to the India–Middle East–Europe Economic Corridor](#)", IISS, 6 novembre 2023.
- Ambassade et Consulats des Nations unies au Brésil, "[Fact Sheet: U.S.-Brazil Environmental Cooperation](#)", 10 février 2023.
- AP-OTAN, "Russia's influence in Africa and the Middle East", rapport GSM, 2024.
- Ashton, Catherine, "[Stop taking the global south for granted](#)", Chatham House, 2 février 2024.
- Atlantic Council, "[China in the Global South: Development and Influence in a Shifting Global Order](#)", 22 février 2024.
- Banque mondiale, "[Sub-Saharan Africa: From Crisis to Sustainable Growth](#)", 1989.
- Banque mondiale, "[Ten Years of Russia Education Aid for Development \(READ\): Impacts on Russia and the World](#)", 5 novembre 2019.
- Banque mondiale, "[International Development – Russia](#)", 2023a.
- Banque mondiale, "[Brazil Can Be Both Richer and Greener: World Bank Group Outlines Opportunities for Climate Action and Growth](#)", 4 mai 2023b.
- Bárcena, Alicia, Cimoli, Mario, García-Buchaca, Raúl, et F. Yáñez, Luis, "[Evaluating South-South cooperation in six Latin American and Caribbean countries Shared challenges for implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development](#)", Commission économique des Nations unies pour l'Amérique latine et les Caraïbes, 2023.
- Bartlett, Kate, "[Survey: Africans see China as positive force](#)", *Voice of America News*, 2022.
- Beattie, Alan, "[The 'Global South' is a pernicious term that needs to be retired](#)", *Financial Times*, 14 septembre 2023a.
- Beattie, Alan, "[Why the 'Global South' Isn't Running the IMF](#)", *Financial Times*, 5 octobre 2023b.
- Braveboy-Wagner Jacqueline Anne, "[The Foreign Policies of the Global South: Rethinking Conceptual Frameworks](#)", 2003.
- Brewster, David et Rasheed Athaulla, "[Rethinking the Maldives – India security relationship](#)", Lowy Institute, 17 octobre 2023.
- Brzozowski, Alexandra, "[Ukraine Peace Formula Talks Attract More Non-Western States](#)", EURACTIV, 15 janvier 2024.
- Buchholz, Katharina, "[External Loan Debt to China by Country](#)", *Statista*, 29 mars 2023.
- Chausovsky, Eugene, "[The Global South Is Keeping Russia's Energy Economy Afloat](#)", *Foreign Policy*, 26 juin 2023.
- Cohen, Jared, "[The Rise of Geopolitical Swing States](#)", Goldman Sachs, 15 mai 2023.
- Commission européenne, "[Global Gateway](#)", 2023.
- Daly Kevin et Gedminas, Tadas, "[The path to 2075: Slower global growth but convergence remains intact](#)", Goldman Sachs, 6 décembre 2022.
- Département des affaires sociales et économiques des Nations unies, "[Population Division: World Population Prospects 2022](#)", 2022.
- Euronews, "[BRICS invites Argentina, Saudi Arabia, Egypt, Ethiopia, the Emirates, and Iran to join the bloc](#)", 24 août 2023.
- Fagan, Moira, Poushter, Jacob et Gubbal, Sneha, "[Large shares see Russia and Putin in negative light, while views of Zelenskyy more mixed: Overall opinion of Russia](#)", Pew Research Center, 10 juillet 2023.

Fonds monétaire international (FMI), "[World Economic Outlook Database: Nominal GDP Growth \(Annual %\)](#)", Data Mapper, October 2023.

Fonds des Nations unies pour la population (UNFPA), "[Programming the Demographic Dividend: from Theory to Experience](#)," 2017.

Garcia, Zenel, "[China's Belt and Road and Its Alternatives: Competing or Complementary?](#)", *The Diplomat*, 20 janvier 2024.

GFDC (Green Finance and Development Center), "[Investments in the Belt and Road Initiative \(BRI\)](#)", 2022.

Gouvernement du Brésil, "[Cooperation from Brazil to Abroad: South-South Cooperation \(CSS\)](#)", 2021.

IPEA (International Policy and Planning Research Institute), "[Brazilian Cooperation for International Development \(Cobradi\)](#)", 13 juillet 2023.

IPSOS, "[The World's Response To The War In Ukraine](#)", avril 2022.

Jones, Mayeni, "[Africa's Ukraine-Russia Peace Mission: What Was Achieved?](#)", BBC, 19 juin 2023.

Lees, Nicholas, "[The Brandt Line after Forty Years: The More North–South Relations Change, the More They Stay the Same?](#)" *Review of International Studies* 47: 85–106, 2020.

Li, Li, "[China's Perspective](#)" in *Crux of Asia*, Carnegie Endowment for International Peace, 2013.

Liik, Kadri, "[From Russia with love: How Moscow courts the global south](#)", European Council on Foreign Relations, 21 décembre 2023.

Lipsky, Josh et Bhusari, Mrugank, "[Brazil aims to advance its bid for leadership of the Global South through food security](#)", Atlantic Council, 14 février 2024.

Manyin E. Mark et Wong Liana, "[U.S.-Vietnam Relations](#)", CRS, 17 janvier 2024.

Meszaros, Krisztian, "[NATO and India: Partners for a Peaceful, Free, and Democratic World](#)", ORF, 23 février 2024.

Mignolo, D. Walter, "[The Darker Side of Western Modernity: Global Futures, Decolonial Options](#)", Duke University Press, 2011.

Ministère des affaires étrangères du Japon. "[Factsheet on the G7 Partnership for Global Infrastructure and Investment](#)", 2023.

Mission permanente de l'Inde auprès des Nations unies, "[India and UN launch a Global Capacity Building Initiative](#)," 12 août 2023.

Mohan, C. Raja, "[Is There Such a Thing as a Global South? The category is emotionally powerful but fundamentally flawed](#)", *Foreign Policy*, 9 décembre 2023.

Morgenstern, M. Emily, et Brown, M. Nick, "[Foreign Assistance: An Introduction to U.S. Programs and Policy](#)", CRS, 10 janvier 2022.

Murphy, C. Dawn, "[Strategic competition for overseas basing in sub-Saharan Africa](#)", Brookings Institution, 10 février 2023.

Organisation des Nations unies, "[Brazil's South-South Cooperation: A Case Study on the Role of South-South Cooperation in Advancing the 2030 Agenda for Sustainable Development](#)", 2008.

Office des Nations unies contre la drogue et le crime, "[UN and Brazil Sign a New Sustainable Development Cooperation Framework 2023-2027](#)", 2023.

OTAN, "[NATO military delegation holds staff-to-staff talks with partner, Mongolia](#)," 2 décembre 2022a.

OTAN, "[Relations with Pakistan](#)," 8 juin 2022b.

OTAN, "[Defence and Related Security Capacity Building Initiative](#)," 5 juin 2023a.

OTAN, "[Secretary General welcomes Prime Minister of Cabo Verde to NATO Headquarters](#)," 26 octobre 2023b.

OTAN, "[Relations with Colombia](#)," 16 October 2023c.

OTAN, "[Shared Security Through Cooperation and Dialogue](#)," 2023d.

OTAN, "[Secretary General receives final report from group of experts on NATO's southern neighbourhood](#)," 20 mars 2024a.

OTAN, "[8th NATO military staff talks with China](#)," 13 mars 2024b.

OTAN, "[NATO Secretary General launches his Annual Report for 2023](#)," 14 mars 2024c.

NDTV, "[83 Countries Hold Ukraine Peace Talks](#)" 15 janvier 2024.

Nicas, Jack, et Spigariol, André, "[Good News for Food, Bad News for War: Brazil buys Russian Fertilizer](#)", *The New York Times*, 8 mai 2022.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), "[Young People in MENA: Coming of Age in a Context of Structural Challenges and Global Trends](#)", 2023.

OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques), "[Brazil - Development Co-operation](#)", 2017.

Oglesby, C. "[The Yankee and Cowboy War: Conspiracies from Dallas to Watergate](#). Andrews McMeel Publishing," 1969.

Organisation internationale du travail, "[Global Employment Trends for Youth 2022](#)", 2022.

Pal, Saroj Kumar, "[Lexicon on Geography of Development](#). Concept Publishing Company," 2005.

Panda, Jagannath. "[As G20 President, Can India Advance Its Multipolar Worldview?](#)" *The Diplomat*, 2 décembre 2022.

Paraguassu, Lisandra, "[Brazil's Lula Says Neither Putin nor Zelenskiy Ready for Peace](#)", Reuters, 2 août 2023.

Parlement européen, "[Expansion of BRICS: A Quest for Greater Global Influence?](#)", 2024.

Patrick, Stewart, et Huggins, Alexandra, "[The Term 'Global South' Is Surging. It Should Be Retired](#)," Carnegie Endowment for International Peace, 15 août 2023.

Patton, Susannah, Sato, Jack et Lemahieu, Herve, "[Asia Power Index Key Findings Report](#)", Lowy Institute, 2023.

Politi, Alessandro, "[NATO-GCC: cooperative security in the strategic context](#)", Fondation OTAN, 19 mai 2023.

Poynting, Mark, "[What is COP28 in Dubai and why is it important](#)", BBC, 13 décembre 2023.

Randolph, Gregory F., et Storper, Michael, "[Is Urbanisation in the Global South Fundamentally Different? Comparative Global Urban Analysis for the 21st Century](#)," *Urban Studies* 60, no. 1. 2023.

Rossow, M. Richard, "[2023 Roundup: Small Steps and Big Shifts in U.S.-India Relations](#)", CSIS, 2 janvier 2024.

Rubio, Juliana, "[A New Security Paradigm in Colombia](#)", CSIS, 31 janvier 2024.

Russell, Alec, "[This is the Hour of the Global South](#)", *Financial Times*, 19 mai 2023.

Sade, Valentina, "[Democratic Institutional Strength Ahead and Beyond Elections: The Case of Brazil](#)", Atlantic Council, 15 septembre 2022.

Schrader Matt, et Cole, M. Jack, "[China Hasn't Given Up on the Belt and Road: Beijing's Development Aid Plan Is Less Flashy—But No Less Ambitious](#)", *Foreign Affairs*, 7 février 2023.

Schuman, Michael, "[Why China won't win the Global South](#)", Atlantic Council, 16 octobre 2023.

Schwab, Klaus, "[The Global Competitiveness Report 2015–2016](#)," World Economic Forum, 2016.

Shea Jamie, "[Winning back the Global South: difficult but not impossible](#)", Amis de l'Europe, 2 juin 2023.

Shidore, Sarang "[The Return of the Global South](#)", Quincy Institute for Responsible Statecraft, 31 août 2023.

Shidore, Sarang, "[The Return of the Global South: A Critique of Western Power](#)", *Foreign Affairs*, 31 août 2023.

Silver, Laura, Huang, Christine, et Clancy, Laura, "[Views of China](#)", Pew Research Centre, 2023.

Silver, Laura, Devlin, Kat and Wang, Christine, "[China's economic growth mostly welcomed in emerging markets, but neighbors wary of its influence: Views of the balance of power between U.S. and China](#)", Pew Research Center, décembre 2019.

Silver, Laura, Wang, Christine, and Clancy, Laura, "[China's Approach To Foreign Policy Gets Largely Negative Reviews In 24-Country Survey](#)", Pew Research Center, 27 juillet 2023.

- Simón, Luis, and Morcos, Pierre, "[NATO and the South after Ukraine](#)," CSIS, 2022.
- Sinha, Sumant, "[What Davos 2024 Means For The Global South](#)", *Forbes*, 26 janvier, 2024.
- SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute), "[Trends in International Arms Transfers, 2022](#)", 10 mars 2023.
- Smit, Warren, "[Urbanization in the Global South](#)," Oxford Research Encyclopedia of Public Health, 2021.
- Swartz, Scherlene, Cooper, Adam, Batan, Carl, et Kropff, Causa, "[The Oxford Handbook of Global South Youth Studies](#)", OUP, 2020.
- Veron, Nicolas, "[Much of the Global South is on Ukraine's side](#)", PIIE, 8 mars 2023.
- Wall, Robert, "[The Military Balance 2024](#)", IISS, 2024.
- Walsh Paton, Nick, et Davey-Attlee, Florence, "[The Kremlin has never been richer – thanks to a US strategic partner](#)", CNN, 19 février 2024.
- Walsh, Declan, et Sonne, Paul, "[War Brought Putin Closer to Africa. Now It's Pushing Them Apart](#)", *The New York Times*, 14 juillet 2023.
- Weiss, G. Thomas, et Kuele, Giovanna, "[The Global South and UN Peace Operations](#)", E-International Relations, 2019.
- Wirtschafter, Valerie, "[After a Victory for Democracy, What Is Brazil's Road Ahead?](#)", Brookings Institution, 9 November 2022.